

Joachim Bruhn : Qui sont les *Antideutsch* ?

Entretien réalisé par Stephen Cheng, mai 2007

Si vous n'avez jamais entendu parler des *Antideutsch*, cet article risque de vous décevoir un peu, car Bruhn s'adresse en réalité à un lectorat qui connaît bien ce mouvement. Les organisations et les noms cités appartiennent presque tous à la sphère intellectuelle allemande et autrichienne. Pour tirer profit de cet entretien, mieux vaut donc commencer par lire le livre de Robert Ogman *Contre la nation. Le mouvement antinational en Allemagne*¹ qui offre une introduction claire à la situation de l'Allemagne des années 1960 jusqu'à la chute du Mur et à l'apparition des *Antideutsch*. Pour approfondir, vous pourrez continuer par l'article de Raphael Schlembach «Vers une critique du mouvement *antideutsch*²». Et enfin, si le sujet vous passionne, vous terminerez éventuellement votre parcours de découverte par la lecture de la thèse d'Anne Joly³.

Signalons que au moins quatre articles de Joachim Bruhn (1955-2019) ont été traduits en français. Même s'ils ne donnent pas une idée complète de sa réflexion, ils offrent quelques pistes⁴. Enfin, annoncées par un astérisque*, des notes explicatives figurent à la fin de l'interview pour que les lecteurs s'orientent dans le maquis des sigles et des patronymes.

La traduction de cette interview fait partie d'un effort pour mieux comprendre trois questions indissolublement liées dans le contexte allemand, même si elles ne le sont pas du tout dans d'autres pays (déconnexion qui, à son retour, devrait poser question à tout individu doué de sens critique, particulièrement en France) : la critique impitoyable des notions d'Etat/patrie/nation (en tout cas, au début du mouvement *antideutsch*⁵) ; la compréhension de l'antisémitisme moderne ; et la critique de l'antisionisme – ou au moins de ses limites, de mon point de vue qui n'est pas du tout celui des *Antideutsch*, même s'il me semble utile que leurs textes soient connus et débattus.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 8 novembre 2020

¹ <http://nfnf.eu/spip.php?article733>

² <http://mondialisme.org/spip.php?article2881>

³ *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (depuis 1990)*», (disponible en ligne : <https://edoc.hu-berlin.de/handle/18452/17996>).

⁴ «De l'antisémitisme à l'antisionisme», <http://solitudesintangibles.fr/de-lantisemitisme-a-lantisionisme-joachim-bruhn/> (NdT) ; «Le corps alerte rouge» (1989), «L'antifascisme comme ersatz de révolution» (1991) ; et «Le sens de la vie et la politisation de la RAF» (1990) tous trois disponibles sur le site de la revue *Temps critiques*, <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?auteur8>.

⁵ C'est ainsi que l'*antideutsch* Justus Wertmüller proclamait, en 1999, qu'il fallait remplacer la célèbre formule de Liebknecht «*L'ennemi est dans notre propre pays*» par «*L'ennemi est notre propre pays*». Le même individu écrivit quelques années plus tard, en 2003, dans *Bahamas* un long article au titre mortifère : «*Nous les amis de la guerre américaine*», dans lequel il invoquait les *Fondements de la critique de l'économie politique* de Karl Marx pour soutenir l'intervention américaine en Irak et expliquer qu'il ne fallait jamais critiquer Israël !!! Cela rejoint d'ailleurs en partie ce que pensait Joachim Bruhn lui-même puisqu'il a déclaré en 2003 : «*Il ne peut y avoir de critique contre l'État d'Israël qui ne soit pas antisémite. [...] La tâche des communistes antideutsch n'est pas de s'identifier à Israël, parce qu'Israël n'est pas un substitut à la "patrie des travailleurs", mais d'expliquer pourquoi il est nécessaire de se tenir inconditionnellement derrière Israël et aussi derrière Ariel Sharon : c'est-à-dire dans l'intérêt de la société mondiale apatride et sans classe.* » Où l'on voit que la critique justifiée de la nation allemande par les *antideutsch* a débouché sur des positions **ultraréactionnaires**...

Qu'est-ce qu'était le **Kommunistischer Bund (KB)** ?

Je crois qu'on ne peut comprendre la nature du KB, si l'on ignore ce qu'était le mouvement maoïste – pour être précis, le mouvement mao-stalinien – qui est apparu après le discours (et le rapport) secret de Khrouchtchev en 1956. A partir de ce moment-là, nous devons distinguer trois factions différentes du mao-stalinisme :

- des groupes comme le KPD/ML*, illégal (d'Ernst Aust), ou le défunt KABD* (de Willi Dickhut – aujourd'hui le MLPD*) ;
- des groupes comme le KPD/AO* («Aufbauorganisation») ou le KBW*, qui viennent de certaines fractions du SDS* ;
- le KB*, une organisation fondée par des membres du SALZ* de Hambourg, un centre social pour jeunes travailleurs (avec Ebermann* et Trampert*).

Toutes ces organisations étaient des groupes mao-staliniens un peu fous chacun à leur manière : le **premier courant** était le résultat d'une scission au sein même du Parti communiste allemand (KPD) illégal. Historiquement, ses cadres étaient des gens qui avaient perdu la lutte contre le fascisme hitlérien sans remettre en question les raisons de leur défaite, et surtout sans réfléchir à l'antisémitisme. Le **deuxième courant** était composé d'universitaires ambitieux, qui – en vrais disciples de Karl Kautsky – espéraient construire leur avenir en enseignant la lutte des classes. Le **troisième courant** était profondément secoué par la révolte anti-autoritaire, mais souhaitait organiser la révolte d'une manière léniniste.

Tous ces courants du mao-stalinisme prétendaient être les seuls défenseurs des intérêts de la classe ouvrière, et se les approprier personnellement. Ils désiraient tous produire des cadres (comme Elsässer*). Le premier courant avait une attitude classique «à la Thälmann*» : ce maudit Comité central de petits Dimitrov* souhaitait tout décider ; le second courant défendait une orientation quasi scientifique : le «socialisme scientifique» devait être apporté aux ouvriers comme un cadeau offert par les intellectuels ; le troisième courant défendait une politique que j'appellerai «mouvementiste». Le KB* était un groupe dogmatique anti-dogmatique⁶.

Pour expliquer ce paradoxe, je crois qu'il suffit de rappeler que l'édition allemande de Mao-tsé-Toung est parue en quatre volumes aux Editions de Pékin. Le KB a décidé tout seul d'éditer un cinquième tome, dont certains écrits n'étaient pas jugés sacro-saints : le contenu n'était pas différent, mais formellement il s'agissait d'un acte anti-autoritaire que les autres mao-staliniens désapprouvaient. Pour moi, ce petit épisode souligne l'essence même du KB : ce groupe était mao-stalinien et antisioniste comme les autres, et ses membres des politiciens comme les autres (j'insiste sur ce point, parce que le KB a joué un rôle important dans la fondation du Parti Vert en la personne de Küntzel*, Ebermann*, Trampert*, Trittin* et compagnie). Partisans du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» selon Lénine (en particulier en Palestine), ils s'opposaient également, de façon rigide, à la Théorie critique d'Adorno et à la critique de l'Etat et du parlementarisme élaborée par Johannes Agnoli*.

D'un autre côté, le KB était l'organisation mao-stalinienne la plus sympa. Dans les années 70, ce groupe entretenait des liens étroits avec la gauche spontanéiste antidogmatique ; néanmoins, c'était une organisation d'avant-garde, mao-stalinienne, active au milieu de la gauche antidogmatique. Ces camarades assuraient une fonction d'intermédiaires, de passeurs, ce qui est pertinent pour reconstituer l'histoire des origines du Parti Vert.

⁶ On remarquera que l'auteur, ex-membre du KB, est plus tendre vis-à-vis de son ancienne organisation que de toutes les autres (*NdT*).

Comment le «Groupe K» au sein du Kommunistischer Bund est-il devenu un précurseur des courants *antideutsch* ?

Je l'ignore. Au début, j'espérais que ce groupe marxiste-léniniste le plus anti-autoritaire au sein du KB évoluerait vers une vision antidogmatique, matérialiste et «adornienne» de la société. Pendant des années, j'y ai cru, mais aujourd'hui je crains que les tendances politicardes de certains camarades, en particulier de Justus Wertmüller*, ne submerge la subversion critique de l'Allemagne. Aujourd'hui, je crois que «*KB un jour, KB toujours*». La socialisation du «Groupe K» a produit un type de militants ayant des caractéristiques spéciales, dont le destin social réside dans la médiation, et non dans la subversion, dont l'utopie est de créer un Front populaire, autrefois contre le fascisme, aujourd'hui pour sauver Israël. Mais ils ne trouveront jamais de libéraux progressistes désireux de coopérer avec eux, parce que les libéraux n'ont aucune influence politique en Allemagne et qu'ils n'en ont jamais eue, ni aujourd'hui ni dans les années 1930. Leur départ du KB n'a servi à rien, et la rédaction de *Bahamas* est en réalité le dernier groupe local fonctionnel de l'ancienne «avant-garde ouvrière» d'Ebermann*/Trampert*.

Comment l'Initiative Sozialistisches Forum (ISF)* a-t-il pris forme ?

En 1981, le groupe fondateur de l'ISF* appartenait au Sozialistische Büro* (SB), et avait adhéré à l'organisation locale du SB à Fribourg ; plus tard quelques camarades du GIM (Groupe marxiste international, trotskiste) et quelques anarchistes non-violents du GAF (Gewaltfreie Aktion Freiburg) l'ont rejoint. Connaissez-vous le SB ? Si vous voulez des informations à ce sujet, je vous conseille de lire l'ouvrage de Hans Manfred Bock, *Geschichte der «linke Radikalismus» in Deutschland. Ein Versuch*, paru chez Suhrkamp en 1976. Le SB a été fondé en 1968, contre le (mao-) stalinisme, la social-démocratie, l'antisémitisme, l'antisionisme, la Fraction Armée Rouge (RAF), etc.

La publication du SB, *Links. Sozialistische Zeitung*, est parue jusqu'en 1994. Le SB comprenait des gens comme Detlev Claussen*, Micha Brumlik* et (!) Rudi Dutschke*. En ce qui me concerne, je suis né en 1955 dans une petite ville très bourgeoise ; mon éducation politique s'est faite grâce au mouvement des centres de jeunesse, puis au KPD/AO* et à la lutte antimilitariste. J'ai eu ma première «illumination», lorsque je suis entré en contact avec le SB* en 1975 et que j'ai découvert l'héritage de l'École de Francfort. Dans le mouvement marxiste-léniniste, Adorno & Co. étaient inconnus, personne n'avait lu Hans-Jürgen Krahl*, et les communistes de conseil⁷ n'avaient jamais existé ; l'idéologie était considérée comme une manipulation, et Alfred Sohn-Rethel* n'avait jamais existé ; les maoïstes considéraient Freud comme un mâle blanc, un bourgeois eurocentrique ordinaire, et l'OLP incarnait pour eux le quartier général de la révolution mondiale. Puis les choses ont changé. Nous n'avons plus analysé le fascisme allemand en nous inspirant des thèses de Dimitrov*, mais en nous attaquant au national-socialisme. Nous avons lu *Die Antiquiertheit des Menschen* (L'antiquité de l'humanité) de Günter Anders, juste pour nous inciter à devenir plus existentialistes.

Nous avons étudié la critique de l'économie politique avec l'aide de Hans-Georg Backhaus*, et la critique de l'État et de la politique à travers les écrits de Johannes Agnoli* (plus tard, tous deux sont devenus des auteurs de notre maison d'édition, ça ira-Verlag).

Nous nous sommes préparés à affronter les années 80 en tâtonnant à travers cinq étapes successives : le processus fondateur du Parti Vert ; le mouvement alternatif (et ésotérique) ; le premier mouvement pacifiste des années 1982/1983 ; le mouvement des squatters et le mouvement autonome non

⁷ Le terme «communistes de conseils» désigne des militants marxistes antiléninistes et antistaliniens comme Herman Gorter, Paul Mattick, Anton Pannekoek, et plus récemment, en France du moins, Maximilien Rubel et Henri Simon (cf. le site <https://www.echangesetmouvement.fr/> où l'on trouvera d'innombrables textes de ce courant de pensée) [NdT].

prolétarien ; et (à la fin des années 80) : la crise et la chute du stalinisme, que nous avons analysé comme une forme de capitalisme d'Etat.

Nous avons quitté le SB* en 1981 alors que ce groupe n'arrivait pas à décider s'il devait participer, ou pas, à la fondation du Parti Vert. Nous avons soutenu la thèse d'Agnoli*, tandis que Joachim Hirsch*, un autre théoricien important du SB, a développé une théorie du «réformisme radical», légitimant une forme de parlementarisme de gauche. C'est à ce moment précis que Wolfgang Pohrt* a commencé à publier des textes.

Cela a été ma deuxième «illumination» : prouver que la Théorie critique n'est pas une forme d'entreprise académique, mais qu'elle doit être pratiquée dans la tradition de la notion marxienne originale de critique : la dénonciation, la polémique – *verum est index sui et falsum* (la vérité est son propre signe et en même temps le signe du faux), disait Spinoza. C'était l'un des proverbes préférés d'Adorno et il le citait souvent. Hans-Jürgen Krahl* avait déclaré que la critique était l'anticipation théorique de la révolution, et Pohrt*, un ex-membre du SDS* de Francfort, soutenait cette conception. Nous avons essayé de suivre leurs traces et imité cette forme de critique. A la fin des années 80, nous nous sommes engagés dans la critique de la lutte armée que menait la Fraction Armée Rouge, et la critique de la dérive de la gauche vers l'antisionisme. L'antisémitisme – considéré comme un élément secondaire par toute la gauche allemande en raison de sa conception du nazisme – est devenu le point central de nos efforts critiques.

La réunification allemande a tout changé. En 1983, nous avons fondé une maison d'édition (ça ira-Verlag) pour soutenir la continuité du radicalisme de la gauche, c'est-à-dire contribuer à l'anéantissement du léninisme, du stalinisme, etc., qui avaient servi, selon nous, de barricades **contre** la révolution. Notre critique de l'antisémitisme/antisionisme a obéi aux mêmes intentions. Désormais, l'Allemagne est devenue notre problème à partir d'un nouveau point de vue. Notre premier pas vers une critique *antideutsch* a été de critiquer la réunification allemande, mais nous avons aussi mené quelques actions de solidarité avec l'opposition anarchiste en RDA (Allemagne de l'Est) en janvier 1990.

* **Comment l'ISF* est-il entré en contact avec le magazine *Bahamas** ?**

Par hasard : un camarade du «Gruppe K» (Clemens Nachtmann*, de Berlin) a fait paraître dans *Arbeiterkampf** une critique très positive du premier numéro de notre revue *Kritik & Krise*⁸, publié en automne 1989.

Selon certaines sources, ceux qui écrivaient pour l'ISF* en sont venus à «dominer» *Bahamas. Comment cela s'est-il produit, en supposant que ce soit vrai ?**

Je ne crois pas que cela soit exact, parce que l'ISF* (un groupe de cinq à huit camarades) au tournant du XX^e siècle était surchargé de travail : nous devions publier la revue *Kritik & Krise*, diriger ça ira-Verlag et organiser un mouvement antipolitique local. Nous avons proposé de créer un comité de rédaction commun, mais le «Gruppe K» était attaché au nom ésotérique de son journal (*Bahamas**) et a donc refusé notre proposition. Plus tard, nous avons beaucoup coopéré, nous avons organisé des interventions politiques communes et noué des liens d'amitié – mais le localisme du groupe de Berlin était trop puissant pour que nous arrivions à créer une organisation commune. Pour résumer : l'ISF* n'a jamais dominé *Bahamas**, mais pendant très longtemps les deux groupes ont été dénoncés comme le

⁸ La revue *Critique et Crise. Matériaux contre l'économie et la politique* a sorti six numéros entre 1989 et 1993. Sur le site des éditions ça ira on trouve, en exergue, cette citation: «Kritik und Krisis est l'organe d'un cercle théorique qui s'inspire de Marx et Adorno, dont la position dans le spectre de gauche est parfois identifiée par ses concurrents, et généralement de façon péjorative, comme "social-démocrate de gauche", parfois comme "communiste de gauche".»

«*centre de production de l'idéologie antideutsch*». Après quelques conférences – en 1999 à Berlin, en 2002 à Fribourg (sur le thème «Valeur, Capital, Critique») et à Berlin («Israël est notre affaire»), notre coopération a pris fin, lorsque le groupe berlinois a détruit la Coordination nationale *antideutsch* et a renoué avec la tradition politique des Fronts populaires.

Comment l'ISF* peut-il décrire ses opinions politiques, ses sympathies ou son idéologie ?

Je pense avoir répondu en décrivant notre évolution. Il me reste à préciser que l'ISF*, influencée par la critique d'Alfred Sohn-Rethel* de la relation entre la forme-marchandise et la forme-pensée («*Warenform und Denkform*»), a développé une critique spécifique des intellectuels de gauche (par exemple dans notre livre *Der Theoretiker ist der Wert*, «Le théoricien est la valeur», de 2001 contre Robert Kurz et le groupe Krisis⁹). Cette critique se fonde sur la division sociale entre le statut fonctionnel et le statut phénoménologique des choses, c'est-à-dire entre la valeur d'échange et la valeur d'usage, qui constituent l'ensemble des axiomes de la philosophie et de la pensée en général, notamment le schisme entre être/existence/fonction et apparition/phénomène, de l'autre. La pratique sociale des intellectuels, en tant que théoriciens, est de servir de médiateurs entre les pôles de cette antinomie – dans la perspective de l'ISF*, c'est la source même de l'idéologie. Notre groupe s'est fixé pour «mission historique» de transformer les intellectuels en critiques. Cela nous semble garantir la vision matérialiste de la «critique de l'économie politique», non pas comme une théorie du développement capitaliste, mais comme une critique.

Pour nous, au sein de la philosophie sociale, tout dépend d'une lecture réfléchie du «Capital» marxien, qui est d'abord une notion anti-ontologique de synthèse sociale : le Capital n'est pas la principale forme d'auto-aliénation du travail. Marx n'est pas le théoricien du mouvement ouvrier : la société est engendrée comme un sujet négatif, qui se meut lui-même et se reproduit lui-même par le biais de la valeur. Cela motive notre opposition aux idéologies léninistes, sociales-démocrates, opéraïstes¹⁰ et postmodernes. Deuxièmement – cette notion de valeur inclut les notions d'idéologie et de politique. Elles sont co-constitutives, mais ce ne sont pas des «superstructures». Enfin et surtout, cette conception de l'État nous amène à une critique particulière de l'antisémitisme et de l'antisionisme. Notre thèse sur Israël, publiée pour la première fois en 1990, sous forme d'un supplément à la revue *Kritik & Krise*, a été publiée comme un livre. Cet ouvrage a déjà été réimprimé six ou sept fois et il est devenu l'un des principaux documents de la solidarité communiste avec Israël.

⁹ Selon la quatrième de couverture (très polémique) de ce livre, «[...] Kurz a poussé le traditionalisme marxiste jusqu'à ses limites sans pouvoir le surmonter. Son aversion abyssale pour la Théorie critique d'Adorno en est une preuve [...] ; sous couvert d'une "critique fondamentale de la valeur", Robert Kurz et le groupe Krisis nous servent, sous un habillage terminologique improvisé, une philosophie qui modernise le socialisme scientifique classique, mais sans sujet prolétarien : un léninisme sans classe ouvrière» (NdT).

¹⁰ L'opéraïsme est un courant de pensée marxiste apparu en Italie dans les années 1960, autour des revues *Quaderni Rossi* (1961-1964), puis *Classe Operaia* (1964-1967). Ces revues intellectuelles ont influencé, directement ou indirectement, différentes organisations d'extrême gauche mais aussi les luttes ouvrières comme en témoignent trois livres parus aux Editions Nuits rouges : Diego Giachetti et Marco Scavino, *La Fiat aux mains des ouvriers. L'Automne chaud de 1969 à Turin*, 2005 ; Emilio Mentasti, *La Garde rouge raconte. Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975-78)*, 2009 ; Devi Sacchetto et Gianni Sbrogio, *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera. Du Comité d'usine à l'Assemblée de territoire (Vénétie, 1960-80)*, 2012 (NdT).

Le Comité de rédaction de *Konkret a-t-il été le seul groupe de la gauche allemande à adopter une ligne gouvernementale pro-américaine, belliciste, concernant la guerre du Golfe de 1991 ?**

Non. Nous avons publié un tract intitulé «Gaz toxique et pacifisme¹¹».

Combien d'individus et de groupes *antideutsch* se sont seulement opposés à l'intervention allemande, par l'intermédiaire de l'OTAN, en ex-Yougoslavie, alors que d'autres ont adopté une position activement pro-Milosevic ? Les mouvements anti-guerre de l'époque ont-ils coopéré avec les courants anti-impérialistes ?

Je ne suis pas en mesure de vous fournir des données quantifiées. Mais il n'y avait pas de coordination avec les groupes anti-impérialistes à cause de notre analyse du titisme comme une forme de stalinisme construit par en bas.

Comment s'est déroulée la campagne «Nie Wieder Deutschland» [L'Allemagne ? Plus jamais ça !] ? Quels groupes et quelles personnes y ont participé ? Combien d'entre eux peuvent être qualifiés d'*antideutsch* ?

A Francfort, 20 000 militants étaient dans la rue. J'estime que la moitié d'entre eux portaient la bannière noir-rouge-or d'une Allemagne meilleure («*Neues Deutschland*¹²»).

La majorité absolue des manifestants était constituée par la gauche ordinaire, c'est-à-dire les gens qui ne critiquaient ni le capitalisme d'Etat, ni le léninisme, etc. Ils criaient des slogans douteux en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais détestaient ces manifestations est-allemandes qui soutenaient l'idée que «*Kommt die D-Mark bleiben wir, kommt sie nicht, gehn wir zu ihr*» («Si le mark vient chez nous, nous resterons [à l'Est] ; s'il ne vient pas, nous viendrons chez vous [à l'Ouest]»). Ils restaient captivés par la nation ; ils étaient aveuglés par la forme de la nation. Cette contradiction interne les a paralysés : ils étaient favorables à l'autodétermination pour les Palestiniens, mais pas pour la partie orientale de l'Allemagne¹³.

En même temps, cette manifestation a été le dernier carnaval du dogmatisme – pendant de nombreuses années, je n'ai pas vu beaucoup de momies du DKP, du KPD/ML*, du MLPD* et autres momies staliniennes. Saviez-vous que le symbole du Parti communiste officiel, le DKP, était le drapeau allemand ? C'était vraiment un Parti communiste «allemand».

(Au fait : Permettez-moi de vous raconter une anecdote pour clarifier le pourcentage de communistes *antideutsch* à cette manifestation : au début des années 1990, nous avons publié quelques numéros de la revue *Kritik & Krise* avec pour sous-titre : «Nie wieder Deutschland» [L'Allemagne ? Plus jamais ça]. C'est pourquoi un groupe d'étudiants de gauche et «anti-dogmatiques» (membres de la «Linke Liste») de l'université de Francfort m'a invité à intervenir lors la manifestation finale sur la place Römer, à condition que je présente mon discours la veille à un cadre de ce groupe – Andreas Fanizadeh*, plus tard connu comme un membre du comité de rédaction de *Die Beute*, un véritable magazine foucauldien. Ma

¹¹ Ce tract défendait trois positions pour le moins contestables : Saddam Hussein avait la capacité de bombarder Israël avec des gaz toxiques ; l'intervention américaine était donc la seule à même d'empêcher ce massacre programmé ; les pacifistes adoptaient le même raisonnement que l'extrême droite et la classe dominante allemandes. Cf. <https://www.ca-ira.net/verein/positionen-und-texte/isf-giftgas-pazifismus/> (NdT).

¹² Titre de l'organe du SED, Parti stalinien au pouvoir en Allemagne de l'Est (NdT).

¹³ Peut-être faut-il rappeler ici que les *antideutsch* et les antinationalistes (deux courants différents, cf. le livre de Robert Ogman, *op. cit.*) étaient opposés à la «réunification» des deux Allemagne parce qu'ils craignaient la renaissance d'un impérialisme et d'un Etat encore plus puissant que les deux Etats séparés, et qui renoueraient avec les fantasmes d'un Grand Reich (NdT).

thèse était que la gauche *antideutsch* devait affronter toutes les tendances antisionistes, et j'ai développé cette idée en passant en revue les positions de ces groupes dans la zone métropolitaine Francfort-Rhin-Main¹⁴. Fanizadeh a censuré mon intervention et je n'ai donc pas pu prendre la parole, parce que, selon lui, nous devons combattre l'ennemi principal, et ma critique ne produirait que division et polémiques inutiles.)

Comment se sont déroulées les manifestations contre les commémorations de Dresde* ? Quels groupes et quelles personnes y ont participé ? Combien d'entre eux peuvent vraiment être qualifiés d'*antideutsch* ?

Je l'ignore, pour des raisons purement pratiques, l'ISF* n'y a pas participé. Je crois que le groupe hégémonique à cette manifestation était la revue *17°*, dominée par Günther Jacob* (Hambourg), qui s'est ensuite converti à un postmodernisme obscur.

Comment Jürgen Elsaesser* était-il impliqué dans les courants *antideutsch* ? Qu'est-ce qui l'a amené à mettre fin à son engagement ? Quel est son point de vue actuel ?

Je l'ai connu durant ses études à Fribourg au tout début des années 1980, pendant le mouvement des squatters et il militait dans le groupe KB* local. Il était – et il est resté – un caméléon léniniste, dont les pensées circulent autour de la médiation entre les luttes de libération sociale et nationale. Il a suivi la même évolution que Justus Wertmüller*, même si l'articulation de leur pensée et leurs perspectives diffèrent. Elsässer* était pro-sioniste, jusqu'à ce qu'il découvre que le sionisme devait effectuer la synthèse entre la libération nationale et la libération sociale des Juifs, dans la mesure où les Juifs devaient satisfaire son léninisme de gauche, mais Sharon l'a déçu. Il ne s'est jamais intéressé à la façon dont Sohn-Rethel* a reconstruit la relation entre la forme-valeur et la forme-pensée, c'est-à-dire à la notion de critique matérialiste. Il a toujours voulu être un penseur original, autonome, en plein milieu et dans l'axe de la médiation. Son utopie sociale est la même que celle de Wertmüller*, mais Elsässer* est beaucoup moins scrupuleux. Sa position politique actuelle est une forme idiosyncrasique de national-bolchevisme ; à l'avenir, il devra choisir entre l'un des jumeaux Strasser*.

Pouvez-vous m'expliquer, dans les grandes lignes, quand, comment et pourquoi une position réactive face à l'antisémitisme s'est transformée en une position activement pro-israélienne ?

Veillez m'expliquer pourquoi une «position contre l'antisémitisme» devrait être «réactive» ? La première critique de l'antisémitisme élaborée par l'ISF* à la fin des années 80 a été simultanément une critique de l'antisionisme. Après avoir étudié l'essai fondamental de Moishe Postone¹⁵ – republié par ça ira-Verlag en 2005 – nous avons considéré l'antisémitisme et l'annihilation massive des Juifs comme les clés de toute critique de la société capitaliste, mais nous avons aussi critiqué Postone pour son incompréhension de la notion de l'Etat. Nous avons publié les écrits de Johannes Agnoli* (la critique de l'Etat et de la politique) pour qui la politique fait partie de la «base» et non pas – selon la conception traditionnelle – de l'*Überbau* (de la superstructure). Pas de capital sans souveraineté, pas de souveraineté sans capital.

¹⁴ L'agglomération Francfort-Main-Rhin compte 5,5 millions d'habitants, soit 12% de la population allemande (NdT).

¹⁵ Il s'agit sans doute du recueil de textes *Deutschland, die Linke und der Holocaust. Politische Interventionen*, qui comprend, dans sa partie théorique, le texte «Antisémitisme et national-socialisme». Une version antérieure et plus courte de cet article (pp. 95-122) se trouve dans le livre de Moishe Postone, *Critique du fétiche capital. Le capitalisme, l'antisémitisme et la gauche*, traduit par O. Galtier et L. Mercier, PUF, 2013 (NdT).

C'est pourquoi nous soutenons que l'antisémitisme ne peut pas exister sans l'antisionisme – depuis la première émergence de l'antisémitisme éliminationniste en Allemagne (comme en témoigne le discours de Hitler en 1920 à la *Bürgerbräu*¹⁶ de Munich), l'antisémitisme était également de l'antisionisme. Alors que l'antisémitisme est fondé sur le fantasme du juif improductif, l'antisionisme repose sur le fantasme des Juifs en tant que nation incapable de fonder un État bien organisé («*Volksstaat*¹⁷»). Hitler a développé cette idéologie en même temps que les aspects géopolitiques du mouvement nazi-fasciste – la future alliance avec les Arabes contre les Britanniques et les Juifs en Palestine.

Notre «position pro-israélienne active» est le résultat de tout cela et est expliqué dans *Furchtbare Antisemiten, ehrbare Antizionisten. Israel und die linksdeutsche Ideologie* (ce texte a été publié pour la première fois 1990, et dans une version révisée et augmentée en 2003). Pour nous, la solidarité active avec Israël est impensable sans une critique matérialiste de la société allemande et capitaliste. C'est pourquoi nous nous opposons aux tentatives de transformer le mouvement de solidarité avec Israël en une sorte d'«accord entre nations» (*Völkerfreundschaft*, une amitié entre les peuples), tel que l'organise par exemple la Deutsch-Israelische Gesellschaft, la Société germano-israélienne (pour cela voir notre texte «Karl Marx, Israel und die Militanz der Vernunft¹⁸»), c'est-à-dire pour organiser un genre de Front populaire.

C'est dommage, mais c'est la tendance depuis le congrès de *Bahamas** en juin 2003 à Berlin, où ils ont invité des orateurs comme Hannes Stein (rédacteur en chef du journal *Die Welt* du groupe de presse de Springer) et un des organisateurs du groupe Frankfurt «Honestly Concerned» (un lobby pro-israélien actif, qui agit envers Israël comme une sorte d'Amnesty International pour les Juifs).

Grosso modo à quelle date, comment et pourquoi sont apparues des positions favorables aux gouvernements américains ?

En étudiant l'attitude des nazis envers les États-Unis, nous avons découvert que derrière toute cette attitude anti-américaine se cachent divers ressentiments à l'égard du *melting pot*, et qu'il n'y a pas d'idéologie antisémite sans la projection que la Maison Blanche serait contrôlée par un obscur «lobby israélien». On ne peut critiquer l'antisémitisme sans critiquer l'anti-américanisme.

Comment les courants antideutsch ont-ils évolué depuis leurs origines dans le Kommunistischer Bund et son Gruppe K ?

Permettez-moi de dire que quinze années, c'est très long (!). Aujourd'hui, dans la plupart des villes moyennes et des grandes villes, on trouve des groupes qui se désignent comme *antideutsch*, *antideutsch-kommunistisch*, etc. Il y a beaucoup de sites Web et de journaux imprimés, surtout dans la région de la Ruhr, avec un groupe important de jeunes travailleurs et d'autodidactes engagés. C'est un progrès incontestable. D'autre part, ce mouvement a perdu de vue la tâche de pratiquer la critique de l'idéologie et donc sa force d'élucidation et d'explication. Dans un certain sens, ce mouvement s'est mis au service de la «Deutsch-Israelische Gesellschaft» (des Amitiés germano-israéliennes). On a tendance à substituer

¹⁶ La *Bürgerbräukeller* est l'une des nombreuses brasseries de Munich où Hitler tenait des réunions publiques. Elle pouvait accueillir près de 1 800 personnes à l'intérieur et 3 000 dans ses jardins. Joachim Brühn fait sans doute allusion au discours intitulé «Pourquoi nous sommes antisémites», prononcé par Hitler dans ce lieu, le 13 août 1920. Ce discours est entièrement consacré aux Juifs et précède *Mein Kampf*, dont le premier volume parut en 1925. On le trouve, en anglais, sur des sites négationnistes (*NdT*).

¹⁷ «Etat populaire» : terme utilisé par Hitler, censé être à la fois un Etat social et reposer sur des bases ethniques «purement» allemandes. Il a été repris par les nationalistes blancs d'Afrique du Sud (*NdT*).

¹⁸ https://www.ca-ira.net/verein/jourfixe/jf-2006-2_militanz-vernunft/

à l'objectif d'une société mondiale sans État et sans classes sociales une certaine forme de politique démocratique. Par exemple, si vous lisez le discours de Matthias Küntzel* en janvier 2007 à Berlin : «*Deutschland muß sich entscheiden*» (L'Allemagne doit trancher) – il y a dix ans, une telle proposition aurait été enterrée dans un éclat de rire. Autre exemple, le discours de Wertmüller* à Francfort en juin 2006 : «*Dans certaines circonstances, il est légitime de brandir le drapeau allemand*» – même remarque. Mon jugement reste donc ambivalent. En ce qui concerne l'ISF*, nous sommes encore 5 à 8 camarades, nous organisons toujours des débats publics deux fois par mois et nous réussissons à produire et distribuer beaucoup de livres. La perspective générale dépend des réactions *antideutsch* au prochain affrontement politique international concernant Israël : l'affaire iranienne. Il y a vraiment la possibilité que les *antideutsch* perdent leur potentiel subversif et deviennent une fraction de gauche au service de l'Etat.

Selon un de mes interlocuteurs certains penseurs pré-«antideutsch » auraient formulé une «autocritique» temporaire, et avancé l'idée que l'opposition au nationalisme allemand était prioritaire par rapport à la lutte de classe. Comment une forme spécifique d'idéologie *antideutsch* est-elle née d'une apparente mesure corrective lancée par certains courants de gauche allemands ?

Je ne comprends pas votre question. Dans la tradition de la Théorie critique, l'ISF* a développé une conception vraiment nouvelle de la société capitaliste, société qui porte en elle-même la force barbare qui a conduit – après le «Jeudi noir¹⁹» – au nazisme. Soyons clairs : pour moi, la Théorie critique d'Adorno n'a jamais représenté une «autocritique» de la gauche allemande, mais une réflexion matérialiste induite par la nécessité sociale. La «lutte de classe» a été détruite par la véritable subsumption du travail sous le capital et a également été détruite par le nazisme (voir la politique du «*Deutsche Arbeitsfront*²⁰»). Le pouvoir transcendant de la négation au sein du mouvement ouvrier a pris fin et la classe ouvrière est devenue une partie du collectif universel des assassins de masse. Etre «de gauche» ne signifie plus s'engager dans une prétendue lutte de classe, qui s'est transformée – voir l'analyse des premiers opéraïstes – en un moteur de l'autoreproduction du capital. Ce que vous appelez «l'idéologie *antideutsch*» (selon l'expression de Robert Kurz) est un comportement résultant de l'incapacité de tolérer toute la négativité produite par la Théorie critique : le besoin d'ontologisation et de pensée positive est trop fort.

Et je ne comprends pas votre question pour une autre raison. Vous parlez de «nationalisme allemand» – mais une telle chose n'existe pas. Le «nationalisme» n'est pas une chose comme la politique. En Allemagne, le nationalisme, le racisme et l'antisémitisme sont l'essence même de l'État, le «*Wesen*» (l'Etre) de la souveraineté politique. Cet Etat est le résultat «positif» du massacre, et il l'intègre dans toutes ses structures – voir Gerhard Scheit, *Die Meister der Krise*, ça ira-Verlag, 2001 et aussi mon livre, *Was deutsch ist. Zur kritischen Theorie der Nation*. Cet État ne doit pas être dénationalisé ou démocratisé, mais aboli.

Depuis quand le concept de lutte de classe est-il relégué au second plan chez les *antideutsch* ?

Quand on a posé la même question à Leo Löwenthal, un camarade de Theodor W. Adorno, il répondit : «*Je ne suis pas un traître à la classe ouvrière, mais la classe ouvrière m'a trahi ainsi que la révolution.*» Pour moi, le thème central des *antideutsch* est comment penser la révolution dans une

¹⁹ Le «Jeudi noir» est le jeudi 24 octobre qui marque le début de la crise boursière de 1929 et la grande Dépression aux Etats-Unis (NdT).

²⁰ Créé en avril 1933, le Front allemand du travail était une organisation corporatiste liée au parti nazi, regroupant patrons et salariés, après la suppression des syndicats socialistes et communistes (puis catholiques), mais aussi des organisations patronales (NdT).

société où la classe ouvrière a abandonné son propre *telos*, le but final qu'elle s'était fixé au départ. La date (symbolique) de cette trahison me semble être le 20 janvier 1942, le jour de la conférence de Wannsee²¹ – un jour où la nécessité ultime de la révolution ouvrière mondiale coïncida avec l'absence totale de la classe ouvrière, indiquant son intégration totale dans le système de *Volksgemeinschaft* (la communauté populaire²²). Le 20 janvier, les notions de classe et de lutte des classes ont définitivement changé. Depuis lors, la lutte de classe est une idéologie – voir l'essai de Theodor W. Adorno, *Réflexions sur la théorie des classes*, écrit en 1942²³.

Combien d'*antideutsch* ont commencé à adopter une forme apparemment radicale de libéralisme classique (selon quelques sources que j'ai trouvées, Hannah Arendt et Karl Popper seraient devenus de nouvelles références théoriques) ? Qu'est-ce qui les a conduits à ce développement ?

Il n'existe pas de sondage et je n'ai pas fait d'enquête non plus, mais je pense que cela est lié à un manque total de réflexion et de connaissance matérialistes (matérialistes mais marxistes). C'est pourquoi la dialectique entre libéralisme et État autoritaire a été suspendue – voir Herbert Marcuse, «La lutte contre le libéralisme dans la conception totalitaire de l'État²⁴» (1934), voir aussi l'aphorisme d'Adorno, selon lequel aucun autre bourgeois n'a souligné autant le côté noir du libéralisme que Hitler (1944). Un groupe berlinois appelé «Les Amis de la société ouverte» (en référence à Karl Popper !) recrute parmi les anciens membres de *Bahamas** et du groupe *Antideutsch Kommunisten Berlin* – ce groupe a transformé la critique *antideutsch* en un nouvel antitotalitarisme. En raison de leur fonction sociale, les intellectuels de gauche essayent d'être originaux, créatifs et avant-gardistes par tous les moyens possibles. Je connais par exemple des végétariens fanatiques, un peu dingues, mais qui ont toujours gardé leur orientation universitaire.

Il faudrait par conséquent étudier la structure sociale des *antideutsch* si l'on voulait développer une autocritique profonde de cette tendance. Parmi les aspects les plus marquants de leur évolution, il faut signaler – comme l'a fait remarquer Horst Pankow, un ex-membre de *Bahamas**, il y a trois ans – le passage d'une position radicale fondée sur les Lumières à une simple propagande politique, processus qu'a initié *Bahamas**. On arrivera peut-être à un moment où l'on verra des *antideutsch* dénoncer l'École de Francfort en utilisant les moyens idéologiques de Hayek et ainsi de suite.

Quand, comment et pourquoi les penseurs *antideutsch* se sont-ils intéressés aux différences entre les États fondés sur la citoyenneté et ceux qui reposent sur une base ethnique ?

Pour l'ISF*, cette différence n'existe pas de manière substantielle ou ontologique. En ce qui concerne la voie capitaliste de la synthèse sociale, le besoin absolu d'homogénéisation par le droit existe, c'est-à-dire par la subjectivation, comme Marx l'a souligné dans son chapitre sur l'échange des marchandises. Les autres méthodes sont l'homogénéisation par le travail ou par la race. Le critère de transformation de l'un à l'autre consiste dans la force de la crise d'accumulation. La notion d'État, c'est-à-dire de souveraineté, est décisive.

²¹ Réunion au cours de laquelle fut décidée l'organisation de l'extermination systématique des Juifs, extermination qui avait déjà commencé depuis plusieurs mois (*NdT*).

²² Hitler a repris ce concept devenu populaire pendant la première guerre mondiale. Il fixe trois objectifs à la communauté nationale et raciale allemande : éliminer la « race juive », purifier la « race aryenne » par tous les moyens et conquérir un « espace vital » pour soumettre les « races inférieures » et éliminer le bolchevisme (*NdT*).

²³ <https://www.contretemps.eu/adorno-theorie-classes/>

²⁴ Essai publié dans *Culture et société*, Minuit, 1970, pp. 61-102.

Comment Wolfgang Pohrt* et Eike Geisel* ont-ils influencé les courants *antideutsch* ?

C'est surtout Pohrt qui a démontré l'énorme potentiel polémique d'Adorno ; il a vraiment introduit une nouvelle façon d'écrire. Autrefois la Théorie critique en Allemagne était la propriété des universitaires, des habermasiens, etc. Pohrt (mais aussi Geisel) a inventé un style d'écriture qui était semblable aux premiers écrits de Marx sur la critique. La lecture de Pohrt a été éclairante dans les années 80.

Y avait-il un courant foucauldien dans les courants *antideutsch* ?

Oui, durant un petit moment. Ils se sont regroupés autour de la revue *17° C. Zeitschrift für den Rest* (Günther Jacob*), de la «*Jour fixe Initiative Berlin*»²⁵ et de quelques personnes de Francfort engagées dans les études de genre. Ce courant s'est dispersé ou déplacé vers les universités. Ce n'est pas surprenant, car à mon avis la tendance foucauldienne est une forme de réimportation d'un heideggerianisme démodé en Allemagne. Avez-vous lu les réactions françaises à l'étude de Victor Farias sur *Heidegger et le nazisme*²⁶ ? Les Lyotard, Derrida et compagnie ont essayé de faire oublier la haine profonde de Heidegger contre les Juifs et son intention de les exterminer. C'était fascinant d'observer l'attitude de ces intellectuels de gauche qui ont cherché à trouver une forme adéquate pour exprimer un consensus déguisé en opposition. Erich Fromm appelait ce symptôme : la «*rébellion conformiste*».

Est-il vrai qu'une position pro-israélienne de gauche, qu'elle soit modérée ou dure, ne se limite pas aux courants *antideutsch* ? Si oui, est-ce le résultat de l'influence de la critique *antideutsch* ?

Non. En octobre 2006, Angela Merkel a déclaré que l'existence d'Israël appartient au cœur même de la raison d'État allemande («*Staatsräson*»). Cela signifie que la nouvelle Allemagne considère les Juifs comme des *Schutzjuden** classiques et tente de conclure un accord pour leur donner une fonction. Cela a été préparé depuis des décennies par la DIG – Deutsch-Israelische Gesellschaft (les Amitiés germano-israéliennes) – qui est un appareil idéologique d'État très fort (pour reprendre le concept d'Althusser²⁷). Totalement lié au fétichisme de l'État – tous les partis du parlement sont représentés dans sa direction— le DIG représente les aspirations géopolitiques de l'Allemagne à l'égard du Moyen-Orient, en particulier vis-à-vis d'Israël, alors que la Deutsch-Arabische Gesellschaft (les Amitiés germano-arabes, ancien président : Jürgen Möllemann) représente la même chose vis-à-vis des musulmans. Certains militants *antideutsch*, par exemple Matthias Küntzel*, sont engagés dans ces structures du DIG et ils ont une grande audience – mais ces *antideutsch*-là n'ont pas un raisonnement matérialiste.

Le terme *antideutsch* est-il devenu autant (ou plus) un terme injurieux dans la gauche radicale en Allemagne qu'un terme qui décrit un réseau apparemment particulier de militants et de penseurs communistes ou ex-communistes (du moins aux yeux du public politisé anglophone – ou francophone)?

Oui, *antideutsch* est devenu une insulte, synonyme de «*raciste inversé*», de «*philosémite*» ou d'«*impérialiste de gauche*». Beaucoup de livres ont été publiés pour tenter de le prouver. Vous devez

²⁵ Depuis octobre 1997, cette association organise des conférences pour stimuler les discussions théoriques au sein de la gauche radicale. Les contributions sont publiées sous forme de livres ou sur son site: <http://www.jourfixe.net/> (NdT).

²⁶ Editions Verdier, 1992 (NdT).

²⁷ Cf. ce premier texte d'Althusser : http://classiques.uqac.ca/contemporains/althusser_louis/ideologie_et_AIE/ideologie_et_AIE_texte.html (NdT).

savoir que les *antideutsch*, ceux qui se considèrent encore comme communistes, se réfèrent à la différenciation introduite par le *Manifeste communiste* entre le communisme d'un côté, et, de l'autre, les socialismes réactionnaires : qu'ils soient féodal, petit-bourgeois, conservateur ou bourgeois, ou qu'il s'agisse du «vrai socialisme» allemand. Les conceptions de la gauche allemande reposent vraiment sur un bon sens obstiné ; elle est favorable à la justice mais elle ne critique absolument pas la forme du droit. En insultant les *antideutsch*, les militants de gauche veulent faire disparaître le fait qu'ils sont incapables de lire et de comprendre Marx après l'expérience d'Auschwitz – ils utilisent toutes les catégories fondamentales du *Capital* comme des notions simultanées au sein d'une philosophie de l'histoire de l'humanité, à la manière quasi hégélienne. Le fascisme nazi a absolument détruit la possibilité de comprendre Marx comme un théoricien de la lutte de classe, mais le fait que la classe ouvrière ait été – par son propre désir – totalement intégrée dans le collectif allemand des massacreurs ne signifie pas que la critique marxienne de la valeur soit devenue obsolète et n'implique pas non plus que toute possibilité de transformer cette société négative ait disparu.

Le négationnisme est donc profondément enraciné dans la gauche allemande. Les militants de gauche veulent refouler (au sens freudien) le fascisme nazi dans son sens catégorique. Je pense que l'aversion contre les *antideutsch* repose sur le fait que la gauche ne peut nier Auschwitz au niveau des phénomènes, mais qu'elle veut nier ses conséquences au niveau de la critique sociale. Cela crée une ambivalence spécifique et une pratique que Freud appelle «*Ausagieren*²⁸».

Si vous étudiez quelques produits typiques de tout cela (par exemple le livre édité par Gerhard Hanloser, *Antideutschsten der deutschen Linken. Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutschr Politik*, Unrast-Verlag 2004) vous pouvez voir cette ambivalence à l'œuvre. D'un côté, ces militants plaident pour le «droit» d'Israël à exister, mais de l'autre, ils veulent développer une sorte d'«antisémitisme» prolétarien ou socialiste. D'une part, ils déclarent leur amour pour Adorno et la Théorie critique ; d'autre part, ils considèrent que Adorno est «abstrait» et qu'il «plane». D'un côté, ils sont contre l'antisémitisme ; de l'autre, ils en utilisent les termes de base. Dans cette situation, les *antideutsch* sont forcés d'être non seulement des critiques, mais aussi des psychanalystes – toutes ces insultes sont des signes de défense, de répression et de déni, la preuve qu'ils vont bientôt «sortir du placard».

Comment la Deuxième Intifada a-t-elle affecté les opinions, les actions et les objectifs des militants et des penseurs qui se considèrent *antideutsch* ou ont été qualifiés comme tels ? Et quel rôle ont joué le 11 septembre et la campagne menée par le gouvernement américain contre le régime baasiste irakien ?

La deuxième intifada nous a amenés à profondément réfléchir sur le caractère des sociétés arabes. La Jordanie a expulsé des millions de ses propres citoyens – vous savez que la Cisjordanie a appartenu à la Jordanie pendant 35 ans²⁹ – et les a dépouillés de leur citoyenneté, ce qui a produit un grand nombre d'apatrides. Ensuite, nous avons commencé à étudier plus intensément l'histoire du mouvement palestinien, en particulier les relations entre le mufti de Jérusalem, l'islamisme et le nazisme. Savez-vous qu'en 1942 à Berlin il existait un Institut germano-islamique ? Tout cela nous a laissé une profonde impression.

²⁸ Les psychanalystes français « traduisent » ce terme allemand par... *acting out* ! Pour simplifier, disons qu'il s'agit d'une tentative d'évitement face à un problème gênant (*NdT*).

²⁹ En réalité, **dix-huit ans**, de 1949 à 1967, date du commencement de l'occupation israélienne suite à la guerre des Six-Jours (*NdT*).

*** Certains courants *antideutsch* ont-ils fait un pas vers les courants politiques dominants en coopérant avec des politiciens démocrates-chrétiens pro-israéliens pendant les opérations israéliennes au Sud-Liban ?**

Oui, absolument. Chez certains courants *antideutsch*, la fascination pour les analyses politiciennes a submergé totalement leur critique du Capital et de l'Etat. Je crois que ce phénomène résulte de leur passage dans le KB*, notamment le trio Ebermann/Trampert/Elsässer*. Justus Wertmüller* a fait son coming-out personnel lors de la manifestation de Francfort en juillet 2006, quand il a défini dans quelles conditions on devrait brandir, ou pas, les drapeaux allemands. Pour ces gens-là, le communisme doit déboucher sur la politique et non sur l'anti-politique ; l'agrégation d'intérêts est leur objectif et leur salut. L'invitation d'Eckart von Klaeden, porte-parole de la CDU au Parlement sur les questions de politique étrangère, à la manifestation de Berlin poursuit un parcours fatal, qui a commencé en juin 2003 avec l'invitation de Hannes Stein à un congrès de *Bahamas* à Berlin. (Stein est le rédacteur en chef du quotidien *Die Welt* qui appartient au groupe de presse Springer.) Cette date marque le divorce au sein du mouvement *antideutsch*. Auparavant, le fait d'être *antideutsch* découlait d'une prise de position en faveur du communisme (ils s'appelaient les «*antideutsch Kommunisten*») – aujourd'hui le représentant et l'orateur de *Bahamas* à la manifestation de Berlin, Thomas von der Osten-Sacken³⁰, a tenu un discours pendant un congrès contre les utopies totalitaires, organisé par les «Amis de la société ouverte» et la Fondation Friedrich A. Hayek. Vous connaissez le livre de Hayek *La route de la servitude*³¹ ? C'est vraiment un manifeste dans le style de Milton Friedman. Hayek est le véritable Jésus de l'ultra-capitalisme. Comme l'a dit Johannes Agnoli*, la politique est plus forte que les gens.

Joachim Bruhn, interview parue en anglais sur différents sites dont <https://www.caira.net/verein/positionen-und-texte/bruhn-who-are-the-anti-germans/>

³⁰ Journaliste «spécialiste» du Proche et du Moyen Orient qui a collaboré à *konkret*, *Jungle World* et *Die Welt* (NdT).

³¹ 1947, PUF 1976 (NdT).

* NOTES du traducteur

Ces notes ont été rédigées pour l'essentiel à partir de Wikipedia en allemand (outil pas toujours fiable) et confrontées avec quelques notices biographiques sur les cadres du KB incluses dans la thèse inaugurale de Michael Steffen (*Geschichten vom Trüffelschwein - Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991, Histoires d'un cochon truffier – Politique et organisation du KB, 1971-1991*) ; et aussi l'excellente thèse d'Anne Joly sur *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée depuis 1990 (2012)*. Comme le contenu de ces notes concerne essentiellement l'archéologie des groupuscules, elles contiennent sans doute des erreurs. Ces informations, même partielles et partiales, m'ont semblé néanmoins indispensables afin que les nombreuses allusions de l'auteur soient comprises par les lecteurs (Y.C.).

Agnoli, Johannes (1925-2003) : marxiste germano-italien. Militant fasciste en Italie dès son adolescence, il s'engage dans la Wehrmacht à 18 ans et est fait prisonnier par les Britanniques en 1945. Après des études en Allemagne, il adhère en 1957 au SPD dont il est exclu pour rejoindre le SDS. Ses «Thèses sur la transformation de la démocratie et l'Opposition extraparlamentaire» disponibles en anglais (<https://viewpointmag.com/2014/10/12/theses-on-the-transformation-of-democracy-and-on-the-extra-parliamentary-opposition/>) ont beaucoup influencé la Nouvelle Gauche allemande des années 1960 et 1970.

Arbeiterkampf : publication du KB* (cf. plus loin)

Bachhaus, Hans-Georg (1929-) : économiste et philosophe marxiste, connu pour son étude de l'évolution des théories de la valeur chez Marx et sa critique des conceptions d'Engels.

Bahamas : publication créée en mai 1992 et qui dénonçait à l'époque la «fascisation» de la société et de l'Etat allemands. Selon Anne Joly (*op. cit.*), ce périodique présentait la majorité de la population allemande comme «étant antisémite, national-socialiste, völkisch ou fasciste». «Ses thèmes de prédilection sont le racisme, l'antisémitisme et le nationalisme ainsi que l'attitude jugée complaisante de la gauche allemande à leur égard. Il tient son nom d'un quolibet lancé à la minorité du KB dans le contexte de la Réunification, parce qu'elle se refusait à toute collaboration avec le PDS [parti stalinien créé après la chute du Mur] et était accusée d'adopter une position stérile qui n'était "tenable qu'aux Bahamas". Les rédacteurs se revendiquent de la Théorie critique, ainsi que de la critique du fétichisme de la valeur (Wertkritik). Depuis le 11 septembre 2001, la publication se distingue par des positions anti-islam, et a pris parti pour la guerre contre le terrorisme du gouvernement Bush.» (Anne Joly, *op. cit.*)

Brumlik, Micha (1947-) : journaliste, professeur des théories de l'éducation, et directeur de l'institut Fritz Bauer d'étude et de documentation sur l'histoire de l'Holocauste, entre 2000 et 2005. Membre temporaire du Sozialistisches Büro. Auteur de plusieurs livres sur le judaïsme et l'antisémitisme, il fait partie de ces intellectuels qui considèrent que les Juifs (antisionistes ou pas) favorables au dialogue avec le Hamas ou à la création d'un Etat palestinien sont potentiellement des antisémites.

Claussen, Detlev (1948-) : publiciste et sociologue, ex-militant de la tendance «anti-autoritaire» du SDS aux côtés de Rudi Dutschke et Hans Jürgen Krahl. Membre temporaire du Sozialistisches Büro. L'un de ses livres, *Theodor W. Adorno, un des derniers génies*, a été publié chez Klincksiek en 2019.

Dimitrov, Georgi (1882-1946) : dirigeant du Parti communiste bulgare, et membre de la direction de l'Internationale communiste entre 1934 et 1943. Sa définition du fascisme est devenue un classique pour les partis et groupuscules staliniens : *«Le fascisme, ce n'est pas une forme du pouvoir d'Etat qui, prétendument, "se place au-dessus des deux classes, du prolétariat et de la bourgeoisie", ainsi que l'affirmait, par exemple, Otto Bauer. Ce n'est pas "la petite bourgeoisie en révolte qui s'est emparée de la machine d'Etat", comme le déclarait le socialiste anglais Brailsford. Non. Le fascisme, ce n'est pas un pouvoir au-dessus des classes, ni le pouvoir de la petite bourgeoisie ou des éléments déclassés du prolétariat sur le capital financier. Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même. C'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels.»*

Dresde : ville qui a subi des bombardements meurtriers en février 1945 (au minimum 25 000 morts). Dès 1982, des manifestations commencèrent à commémorer cet événement en Allemagne de l'Est à l'appel d'organisations pacifistes. Après la chute du Mur, l'extrême droite et les néonazis allemands se sont mis à organiser eux aussi des manifestations pour commémorer la mort des victimes civiles de ces opérations militaires américaines. Ces commémorations ont été également l'objet de contre-manifestations des *antideutsch* et des antifas.

Dutschke, Rudi (1940-1979): Il joue un rôle important dans l'Opposition extraparlamentaire et SDS allemand mais est victime d'un attentat en 1968 dont les séquelles provoqueront sa mort onze ans plus tard. Fondateur des Verts. Ses *Ecrits politiques* (1967-1968) ont été publiés chez Bourgeois et sont disponibles en livre électronique.

Selon Niall Bond, Dutschke *«présente une trajectoire politisée entre les deux Allemagnes depuis l'insurrection de Budapest en 1956 : à l'Est, il dénonce les restrictions à la liberté de circulation et la politique de militarisation de la SED [du Parti stalinien], et il refuse de participer à l'Armée nationale populaire [...] en 1957. Interdit d'études dans la RDA, il s'installe à Berlin-Ouest en 1961 pour s'inscrire à l'Université libre en sociologie, philosophie et histoire. [...] Il devient éditeur de la revue Anschlag [affiche ou attentat], revue anticapitaliste et tiers-mondiste. Dutschke occupe une position importante dans le conseil politique du SDS, organisant à partir de 1966 des manifestations contre la réforme universitaire, la Grande Coalition, les lois d'état d'urgence et la guerre en Vietnam. [...] Dutschke et le SDS organisent des sit-in, appelant les autorités à limoger les responsables politiques et à exproprier l'éditeur Axel Springer, coupable, selon le SDS, de l'exacerbation du conflit. [...] Le 18 février 1968, une très grande manifestation organisée à Berlin par les grands partis populaires devient un exutoire pour une haine diffuse mobilisée contre Dutschke. Des bannières portent l'inscription : "Dutschke Volksfeind Nummer eins" [Dutschke, premier ennemi du peuple]. Un jeune qui lui ressemble échappe de peu au lynchage. Le 11 avril 1968, Josef Bachmann, un jeune apparemment sous l'influence de l'extrême droite, tire sur Dutschke [...].»* *«Dutschke préconise une révolution mondiale pour la libération des hommes de la guerre, de la faim, de l'inhumanité et de la manipulation, se déclarant à la fois chrétien et socialiste. La démocratie représentative n'est qu'une forme de "tolérance répressive" pour Dutschke, visant à manipuler des masses et à protéger les privilégiés. L'Etat face aux problèmes structurels de chômage interviendrait progressivement massivement, menant à un étatsisme intégral. En même temps, la technologie rendrait le salarié progressivement superflu. Reprenant les thèses de Marcuse, Dutschke dénonce la "fausse conscience" de la masse, la rendant incapable de s'apercevoir de la violence structurelle de l'Etat, d'où la nécessité de l'intervention d'un "sujet révolutionnaire", prêt à engager la "longue marche à travers les institutions". Le 3 décembre 1967, Dutschke annonce dans une interview télévisée son rejet du système parlementaire, qu'il qualifie d'inutile, ne représentant pas les "vrais intérêts de notre population", ne s'engageant pas dans un "dialogue critique avec la population" et tenant le peuple "en minorité". Dutschke est favorable à l'instauration d'une République de Conseils, inspiré par les Räterepubliken mises en place par Luxemburg et Liebknecht au crépuscule de la Première Guerre mondiale.»* (*«Allemagne 68»*, *Histoire@politique*, n° 6, <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2008-3-page-2.htm>). Il fut ensuite membre du Sozialistisches Büro* sans y être très actif.

Ebermann, Thomas (1951-) : établi en usine, il milite d'abord au SALZ*, puis au KB* dont il est permanent et enfin participe à la fondation des Verts au début de 1980. Elu des Verts à Hambourg, puis porte-parole au Bundestag. Membre du courant «fondamentaliste» (les *fundis* s'opposant aux *realos* du Parti) des Verts, avec Rainer Trampert, il crée, peu avant 1989, la Radikale Linke, un réseau de la gauche radicale rassemblant des féministes, des écologistes, des trotskistes. Partisan, avec Trampert, de «l'écocialisme», idéologie qui séduit sociaux-démocrates en quête de reconversion et néotrotskistes. Journaliste à *Rolling Stone*, il publie sporadiquement dans *konkret*.

Elsaesser, Jürgen (1957-) : enseignant puis journaliste, membre du KB de 1971 à 1991. Devenu *antideutsch*, il commença par dénoncer le nationalisme, dans tous les camps durant les guerres en Yougoslavie ; puis il dénonça violemment les mouvements pacifistes qu'il jugeait trop alignés sur le gouvernement et pas assez critiques vis-à-vis du passé nazi de l'Allemagne ; et il finit par soutenir Milosevic. Il défend aujourd'hui des théories anti-américaines complotistes tout en dénonçant le capital financier. Deux de ses livres ont été publiés en français, le second préfacé par Jean-Pierre Chevènement, chez un éditeur qui publie surtout des auteurs nationalistes de droite ou d'extrême droite – tout comme Matthias Küntzel* d'ailleurs. Rédacteur en chef de *konkret*.

Fanizadeh, Andreas (1963-) : journaliste «spécialiste» de l'extrême gauche et de la pop culture, responsable de la rubrique culturelle de *taz* (grosso modo, l'équivalent de *Libération*).

Geisel, Eike (1945-1997) : journaliste allemand au style violent et polémique, notamment parce qu'il dénonçait la façon dont s'était opérée la réconciliation israélo-allemande. Il considérait les Allemands comme des «égocentriques pleurnichards» qui croyaient avoir honnêtement gagné le pardon des Juifs grâce à leurs efforts acharnés pour faire face au passé. Il critiquait aussi les Juifs qui avaient voulu se réconcilier avec l'Allemagne. Et les gauchistes qui, en prenant parti pour les Palestiniens présentés comme les «victimes des victimes», avaient essayé de sauver des catégories telles que la nation, le peuple et la patrie et en fait réhabilité l'antisémitisme sous la forme de l'antisionisme. Selon lui, les gouvernements allemands s'étaient empressés d'enterrer le passé nazi et avaient construit une mémoire nationale fictive notamment en héroïsant les auteurs du complot du 20 juillet 1944. Et le sort réservé aux migrants et aux réfugiés lui semblait démontrer que l'Allemagne n'avait pas rompu avec ses vieux démons.

Hirsh, Joachim (1938-), professeur de sciences politiques. Selon le Wikipedia allemand, «*Dans les années 1970, Hirsch a joué un rôle majeur dans le débat sur la dérivation de l'État, qui a exploré les limites du changement social par le biais des politiques de réforme de l'État. Hirsch a critiqué l'idée, ancrée dans la social-démocratie ainsi que dans le léninisme, selon laquelle "les politiques de réforme de l'État peuvent apporter un changement émancipateur dans la société". Il a également critiqué le succès des Verts, qui ont apporté "un nouvel essor à l'illusion d'un État réformiste" et mis de côté la critique matérialiste de l'État. Dans le débat sur le rôle de l'État dans la mondialisation, Hirsch estime que l'État national n'a pas perdu son importance. Cependant, sa structure est en train de changer : certaines parties de l'État (comme le ministère des Finances) ont un avantage sur d'autres (ministère des Affaires sociales).*» L'Etat est devenu ce qu'il appelle un Etat national-concurrentiel. «*Les gouvernements ne doivent pas être considérés comme des victimes de la mondialisation. Ils ont fait avancer ce processus avec leur politique de déréglementation, mais sans pouvoir en maîtriser pleinement les conséquences.*» On trouve une interview de lui dans la revue informatique Période, <http://revueperiode.net/lillusion-de-letat-social-entretien-avec-joachim-hirsch/>

Initiative Sozialistisches Forum (ISF) : groupe *antideutsch* de Fribourg-en-Brisgau qui existe depuis 1981 et auquel appartenait Joachim Bruhn, décédé en 2019. L'ISF s'inspire de l'Ecole de Francfort et des communistes de conseils. Il a été fondé par d'anciens membres du Sozialistische Büro,

rejoints plus tard par des membres du GIM (trotskiste) et de l'Action non-violente de Fribourg, et propose chaque semestre des conférences à jour fixe à Fribourg. Depuis 1985, l'ISF dirige également ça ira-Verlag, qui publie les œuvres d'un large éventail d'auteurs matérialistes et critiques de l'idéologie en plus de ses propres publications.

Jacob, Günther, ex-membre du KABD*, auteur d'un article important, «Ich-Identität und nationale Identität», dans un livre édité par les Comités de salut public, *Etwas Besseres als die Nation*. Ces comités ne se contentèrent pas de noircir du papier puisqu'ils menèrent dans les années 1992-1993 plusieurs campagnes, suite à la vague de violences racistes qui balaya tout le pays. La campagne «Quelque chose de préférable à la nation» (*Etwas Besseres als die Nation*) coordonna des débats semi-publics sur des questions politiques d'actualité et des «sessions de stratégie» pour les groupes de la société civile engagés dans le «travail antiraciste» ; ses militants organisèrent une caravane de musiciens, d'artistes, d'intellectuels et de militants ouest-allemands issus des mouvements sociaux, qui prirent le chemin de l'Allemagne de l'Est, afin de soutenir celles et ceux qui s'opposaient à l'extrême droite. En outre, les Comités de salut public coordonnèrent une manifestation contre l'adoption de la Réforme de l'asile, en bloquant physiquement le bâtiment du Parlement, à Bonn, en 1993 avec entre 3000 et 4000 manifestants.

KABD (1972-1982) : groupe maoïste résultant de la fusion du KAB/ML et d'une scission du KPD/ML. En 1982, le KABD a fondé le parti marxiste-léniniste d'Allemagne (MLPD). Robert Kurz, théoricien de la *Wertkritik* (Critique de la valeur, voir le site palim-psao.fr), et Günther Jacob cités par Johann Brühn dans ce texte ont été membres du KABD.

KB (1971-1991) : Issu de la fusion entre plusieurs groupes locaux (SALZ, KAG et KB/ML) il comptait entre 1700 et 2 500 membres (apprentis, lycéens et étudiants) dont la majorité à Hambourg. Le KB est parfois considéré par certains comme moins dogmatique que les autres groupes «K» (maoïstes), notamment en raison de son soutien à des listes écologistes ; de sa participation au mouvement antinucléaire ; et de sa création d'une maison d'édition (Buntbuch-Verlag) ouverte au féminisme et publiant des romanciers comme Nazim Hikmet. Son fonctionnement interne était pourtant aussi léniniste et secret que celui de ses concurrents. Le KB rejetait le qualificatif de «social-impérialisme» qu'utilisait les autres groupes pour attaquer l'URSS ; il défendait l'existence de la RDA et accusait la RFA de vouloir dominer ses voisins européens sous le couvert de l'intégration européenne et croyait à une «fascisation» de l'Allemagne (comme une grande partie de la mouvance maoïste en France ou en Italie d'ailleurs) ; il comparait la politique d'Israël à celle des nazis et se méfiait du rôle de l'Allemagne en Europe. Après 1976 le groupe commença à prendre un peu ses distances vis-à-vis de la Chine. Les divergences à propos de l'antisionisme dans les années 80, puis vis-à-vis de la réunification aboutirent à l'éclatement de l'organisation. La majorité chercha à coopérer avec le PDS (parti stalinien créé en 1991 après la fusion des deux Allemagne, qui entrera dans l'actuel Die Linke, proche du Parti de Gauche) tandis qu'une minorité soutint la campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça» et certains d'entre eux (dont Jürgen Elsässer, Heiner Möller et Matthias Küntzel) finirent par publier le magazine antideutsch *Bahamas* en 1992. Si l'on s'intéresse à la trajectoire sociale des ex-dirigeants du KB, on observe le même phénomène que pour les autres groupes maoïstes : journalistes, universitaires, avocats, députés du PDS et de Linke, dirigeants des Verts, et même ministre fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (Jürgen Trittin).

KBW (1973-1985) : cette organisation affirma avoir 3 000 membres en 1978, et était implantée surtout dans des villes moyennes. Elle mena campagne, outre les thèmes traditionnels de l'extrême gauche (nucléaire, guerre du Vietnam, légalisation de l'avortement, etc.) au sein de l'armée où elle

forma des comités de soldats très actifs, et soutint le combat pour l'indépendance de la ZANU au Zimbabwe. Le groupe disposait de moyens financiers considérables puisqu'elle exigeait des cotisations élevées de ses membres (10% de leurs revenus). Plusieurs anciens cadres du KBW sont devenus députés de Die Linke (équivalent plus ou moins du Parti de Gauche) ou des Verts, voire ministre fédéral de la Santé ou Premier ministre du Bade-Wurtemberg.

konkret : publication créée en 1957, financée pendant plusieurs années par l'Allemagne de l'Est (RDA). Elle influence le mouvement étudiant, accueille des journalistes radicaux comme Ulrike Meinhoff (future membre de la Fraction Armée Rouge), rédactrice en chef entre 1960 et 1964, mais qui rompt avec le journal en 1969. A partir de 1974, *Konkret* a pris progressivement ses distances avec la Nouvelle Gauche anti-impérialiste pour finalement accueillir des *Antideutsch* pro-américains et inconditionnels des gouvernements israéliens.

KPD/AO (1969-1980) : suite à une vague de grèves en septembre 1969, les groupes locaux qui s'unirent pour donner naissance au KPD/AO prétendaient contribuer à la construction d'un futur Parti communiste. Hostile à l'URSS «révisionniste», cette organisation se réclamait de l'héritage du Parti communiste allemand d'avant 1993, de Mao et Staline. Faute de statistiques sur sa composition sociale, il est impossible de savoir s'il avait une implantation ouvrière, même minime. Après son autodissolution en 1980, de nombreux militants passèrent chez les Verts et certains devinrent des dirigeants du Parti écologiste : porte-parole du groupe parlementaire, vice-présidente du Bundestag, etc. Une petite minorité d'entre eux ont très mal tourné (comme les néonazis Horst Mahler et Michael Kühnen), mais la plupart des cadres ou dirigeants ont intégré professionnellement les rangs de la petite bourgeoisie salariée dans les médias et l'Université.

KPD-ML (1969-1986) : il comptait environ 800 membres (chiffres officiels) au milieu des années 1970. Fondé par un militant du KPD prosoviétique (Ernst Aust), le KPD-ML s'oriente d'abord vers la Chine puis vers l'Albanie. Il réussit à former un groupe clandestin en RDA qui est rapidement infiltré par la Stasi ; les militants est-allemands sont donc tous arrêtés ou empêchés d'agir. En 1986 le KPD-ML (qui a perdu la moitié de ses membres) fusionne avec le GIM trotskiste pour créer le Vereinigte Sozialistische Partei (Parti socialiste unifié) qui lui-même se dissout en 2000. Les trotskistes (quelques dizaines tout au plus) partent alors vers le PDS puis Die Linke (fondé en 2007). Quant aux ex-maoïstes du KPD-ML, ils ont apparemment disparu dans le Triangle des Bermudes, à part quelques individus qui tiennent le site Arbeit Zukunft. Arrivé là, j'abandonne et laisse l'histoire des micro-sectes aux archivistes et archéologues de la gauche radicale.

Krahl, Hans-Jürgen (1943-1970) : membre de la CDU, il adhère en 1964 au SDS. Il joue un rôle important dans le mouvement étudiant et le SDS dont il prend la présidence après l'attentat contre Rudi Dutschke. On trouve un article de lui et Dutschke en français : <https://journals.openedition.org/grm/351> et des «Notes sur l'esthétique» précédées d'une longue introduction d'Andrea Cavazzini et Jérémy Hamers, <https://journals.openedition.org/grm/392> ; ainsi que d'autres articles en anglais analysant sa pensée sur le site viewpointmag.com.

Küntzel, Matthias : ingénieur en mécanique, enseignant, membre du KB, puis de l'ISF de Francfort, il est l'un des fondateurs du magazine berlinois *Bahamas* avec Jürgen Elsässer. Il est devenu un «spécialiste» médiatique de l'antisémitisme dans le monde arabo-musulman. L'un de ses livres, *Jihad et haine des Juifs*, a été publié en français chez un éditeur d'extrême droite. Il ne s'agit pas d'un travail historique méthodique et scientifique d'autant que l'auteur ne lit pas l'arabe. Sur ces questions

controversées, on lira les ouvrages de Gilbert Achcar, *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits*, Sinbad/Actes Sud, 2007 ; Martin Cüpers et Klaus-Michael Mallman, *Croissant fertile et croix gammée : Le Troisième Reich, les Arabes et la Palestine*, Verdier, 2009 ; Jeffrey Herf, *Hitler, la propagande et le monde arabe*, Calmann Lévy, 2012 ; et David Motadel, *Les musulmans et la machine de guerre nazie*, La Découverte, 2019. Et ces deux articles : <https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/hajj-amin-al-husayni-wartime-propagandist> ; <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-la-shoah-2007-1-page-91.htm>

MLPD (Marxistisch-Leninistische Partei Deutschlands) : créé en 1982, il est issu de la fusion du KAB et du KPD/ML-Voie révolutionnaire.

Nachtman, Clemens (1965-) : journaliste et compositeur de musique autrichien, il écrit dans deux publications dites «antideutsch», *Bahamas* et *Jungle World*.

Nie wieder Deutschland : Selon le Wikipedia en allemand «L'origine du slogan est attribuée à la scène punk autour du groupe hambourgeois Slime. L'un de leurs morceaux les plus populaires avait pour refrain "L'Allemagne doit mourir, pour que nous puissions vivre", et avait été joué lors de manifestations anarchistes et antifascistes autonomes depuis le début des années 1980. Le message central de cette chanson fut également conçu par Slime comme un contrepoint frontal à l'inscription qui figure sur le monument aux morts de la gare Dammtor de Hambourg, "L'Allemagne doit vivre, et, si nous devons mourir pour elle, nous mourrons." Le slogan de la campagne de l'alliance Die Radikale Linke fut créé par analogie avec une citation de l'actrice Marlene Dietrich qui aurait répondu à la question d'un journaliste : "Nie wieder Deutschland".»

Pohrt, Wolfgang (1945-2018) : journaliste politique et sociologue. Il se fait connaître par ses dénonciations virulentes des tendances antisémites et anti-américaines dans la gauche allemande dans les années 1980 et au début des années 1990. Il accuse également le mouvement pacifiste d'anti-américanisme et de vouloir favoriser «la renaissance nationale allemande». Lors de la seconde guerre du Golfe en 1991 il plaide, dans la revue *konkret*, pour qu'Israël réponde aux attaques irakiennes aux gaz toxiques par la bombe atomique si nécessaire. Adoptant ensuite des positions hostiles à l'immigration, il est revenu sur ses positions *antideutsch* à la fin de sa vie en expliquant que la critique de l'antisémitisme servait à l'Etat pour dissimuler la question sociale.

Schutzjuden : littéralement «Juifs protégés», en réalité tolérés. Selon le site de la Jewish Virtual Library, ces Juifs «détenaient des lettres de protection. Sous le Saint Empire romain germanique, à partir de 1236, les Juifs furent considérés comme des "serfs de la chambre du roi" (servi camerae regis), constituant ainsi une classe spéciale de la population protégée et taxée par l'empereur. Plus tard, les empereurs transfèrent leurs droits sur les Juifs aux villes libres et aux princes territoriaux, qui délivraient des lettres de protection, moyennant une rémunération régulière, aux Juifs vivant dans leurs régions, faisant ainsi d'eux leurs sujets. La lettre de protection, générale (à une communauté) ou personnelle, fixait quels étaient les privilèges commerciaux, les droits religieux, la liberté de circulation et l'imposition, et devait être renouvelée régulièrement. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, lorsque les Juifs d'Europe de l'Est cherchèrent à obtenir le droit de commercer et de résider à l'Ouest, le nombre de Juifs protégés fut limité et toute augmentation de leur nombre résolument combattue par les marchands chrétiens (et parfois juifs). La plupart des immigrants ne recevaient donc que des lettres de sauf-conduit et leurs droits d'entrée étaient restreints, mais certains réussirent à obtenir le statut très convoité de Schutzjuden. Un nombre croissant de Juifs étaient privés d'un statut juridique sûr. À la fin du XVIII^e et

au début du XIX^e siècle, sous l'influence des Lumières, des lettres de protection furent souvent rédigées, précisant des conditions éducatives et commerciales que le destinataire devait remplir. Les Schutzjuden ont continué à être une caractéristique commune du judaïsme allemand jusqu'à ce que l'émancipation complète soit accordée aux Juifs».

SDS (Union socialiste des étudiants allemands) : créé au départ comme un syndicat étudiant indépendant des partis mais en réalité proche du SPD, le SDS entra en opposition avec le Parti social-démocrate qui se sépara de lui définitivement en 1961. Le SDS devint le creuset de la Nouvelle Gauche et de nombreux groupes gauchistes, qu'ils soient spontanéistes, léninistes ou écologistes.

SALZ (Sozialistisches Arbeiter- und Lehrlingszentrum) ou Centre socialiste des travailleurs et des apprentis : le SALZ de Hambourg est né à partir d'un groupe de base anti-autoritaire (le SLZ créé en 1969) et d'un lieu où se retrouvaient beaucoup de jeunes apprentis révoltés. Il regroupait des étudiants ainsi que des militants syndicaux et leurs contacts dans plusieurs entreprises ou centres d'apprentissage liés à ces usines : la Norddeutsche Affinerie (usine de métallurgie travaillant le cuivre et située dans la zone portuaire), la Phoenix AG (fabrication de pneus), les chantiers navals et l'usine d'armement Blohm & Voss. Le SALZ de Hambourg fusionna avec ceux de Bremerhaven et de Francfort, le Kommunistischen Aufbaugruppe (KAG) d'Oldenburg et le KB/ML d'Eutin et de Flensburg pour constituer le Kommunistische Bund (KB) en 1971.

Sohn-Rethel, Alfred (1899-1990): philosophe allemand, proche de l'École de Francfort. Cf. *La pensée-marchandise*, Croquant (2010) et *La Monnaie. L'argent comptant de l'a priori*, La Tempête (2017). Mais aussi, sur le site palim-psao.fr, les articles de Clément Homs et Anselm Jappe à son sujet ; l'article de Vincent Chanson «Sohn-Rethel et le projet d'une critique matérialiste de la connaissance. Un rapport au marxisme problématique ?» (2020) ; et la thèse de Françoise Wilmann, *L'épistémologie d'Alfred Sohn-Rethel (1899-1990)* soutenue en 1994, tous disponibles en ligne.

Sozialistisches Büro (1969-1997): ayant pour but d'unifier les «forces socialistes» en RFA, le SB a publié deux mensuels: *Links* puis *Express*. A l'époque, l'organisation comptait environ entre 1 000 et 1500 membres. La question de la réunification allemande à partir de 1989, puis la guerre du Golfe et la fin de l'Union soviétique ont précipité la disparition du groupe. *Express*, conçu pour s'adresser aux syndicalistes de gauche, aux Comités d'entreprise et aux délégués syndicaux, existe toujours, financé par une association à but non lucratif, «composée d'économistes, de spécialistes en sciences sociales, de pédagogues et de publicistes, dont l'objectif est de promouvoir l'éducation économique et sociale, en particulier des jeunes», selon le site d'*Express*.

Strasser (jumeaux) : Gregor Strasser (1897-1934) était un membre puis un dirigeant du Parti nazi depuis 1920 et il fut assassiné lors de la «Nuit des longs couteaux». Lui et son frère, Otto Strasser (1897-1974), faisaient partie de l'aile «gauche» du NSDAP qui tenait un discours apparemment anticapitaliste, favorable à la nationalisation de l'industrie, des banques et d'une partie des grandes propriétés de l'aristocratie. Tous deux étaient favorables, dans les années 1920, à une collaboration avec l'URSS. Après l'assassinat de Gregor, Otto s'enfuit dans différents États d'Europe pour finir au Canada. Il ne retournera en Allemagne qu'en 1955, pays où il continua à défendre ses idées nationalistes-révolutionnaires, racistes, antisémites et ethnocentristes en collaboration avec d'autres fascistes européens comme le Belge Jean Thiriart.

Thälmann, Ernst (1886-1944) : président du Parti communiste allemand de 1925 à 1933, député de 1919 à 1933. Emprisonné en mars 1933, il est transféré à Buchenwald le 17 août 1944 et assassiné le lendemain.

Trampert, Rainer (1951-) : syndicaliste, membre du KB entre 1974 et 1979, il écrit régulièrement pour *Arbeiterkampf*, l'organe de ce groupe maoïste. Membre des Verts entre 1982 et 1987, il quitte les écologistes avec Thomas Ebermann et d'autres, en 1990. Journaliste à Rolling Stone, collabore régulièrement à *konkret* et *Jungle World*.

Jurgen Trittin (1954-), membre du KB, il rejoint les Verts en 1980, à 26 ans, le bon âge pour passer de la gauche radicale au réformisme. Deux fois ministre, et député.

Wertmüller, Justus (1965-) : ex-membre des Verts puis du KB au début des années 1980 durant lesquelles il écrivait pour le mensuel de l'organisation maoïste. Journaliste pour différentes publications et rédacteur en chef de *Bahamas* (1992). Pendant la guerre du Kosovo en 1999, il a soutenu la Serbie et Milosevic. Selon Wikipedia, «*Wertmüller préconise une "solidarité inconditionnelle" avec Israël ; il préfère "l'utilité générale" du capitalisme "à un contexte purement local basé sur l'orgie de sang, la nature et les rapports de domination et de servitude"»* qui caractérisent selon lui les sociétés arabes. La confusion atteint son comble quand il déclare que «*le communisme correctement compris doit être "l'abolition du monde capitaliste à son plus haut niveau"»* !